

# LA LDH APPELLE À MANIFESTER LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 27 SEPTEMBRE 2024

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) était, il y a plus d'un an, aux côtés des syndicats contre une réforme des retraites que l'ensemble des organisations syndicales et l'immense majorité des Françaises et Français rejetaient.

Aujourd'hui, alors qu'inégalités et précarisation s'aggravent sans cesse, dans un contexte de détérioration continue des services publics, nous restons extrêmement inquiets et fermement mobilisés. Les perspectives actuelles ne doivent pas s'inscrire dans la continuité des réformes des retraites, du Code du travail ou de l'assurance chômage. Ces choix participent d'une remise en cause de l'Etat social qui aggrave les injustices sociales. D'autant que les salaires, pensions, bourses et minimas sociaux régressent face à l'inflation, plongeant de plus en plus de personnes dans la précarité et accentuant les inégalités.

Les politiques publiques dictées par l'agenda néolibéral conduisent à l'affaiblissement continu des services publics. L'hôpital, les soins, l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche, la justice sont à bout de souffle. Non seulement par un manque chronique et aigu de moyens, mais aussi parce que notre vision de services publics à vocation universelle est largement remise en cause.

Conjuguées à des méthodes qui fragilisent la démocratie, cette situation et cette régression des droits sociaux accentuent la crise de confiance actuelle et favorisent les dérives vers l'extrême droite.

Des mesures d'urgence sont aujourd'hui indispensables : augmentation des salaires, pensions, bourses, minimas sociaux ; abrogation des réformes des retraites ; financement ambitieux des services publics, pour des conditions de vie dignes dans les territoires ultra-marins. Ces mesures d'urgence sociale et de renfort des services publics sont à prendre sans délai.

La mobilisation est indispensable pour faire obstacle à l'injustice sociale croissante et à la dégradation des écosystèmes, pour défendre notre projet d'une société qui garantisse l'accès effectif de toutes et tous à tous les droits. C'est pourquoi la LDH appelle les citoyennes et citoyens à se mobiliser et à manifester aux côtés des organisations syndicales et de jeunesse le 1<sup>er</sup> octobre 2024.

LDH  
Fondée en 1898

